

**Nations unies - Somalie -  
Intervention de la représentante  
permanente adjointe de la France  
auprès des Nations unies - Conseil  
de sécurité**

(New York, 17 mai 2017)

Je remercie les intervenants, M. Zenaga et M. Madeira pour leurs exposés.

Je ne reviens pas sur le diagnostic et l'appréciation de la situation actuelle qui sont source, pour reprendre les mots du secrétaire général après son passage récent en Somalie, d'un sentiment double et contrasté de tristesse, mais aussi d'espoir.

Des progrès ont été accomplis en Somalie depuis 2007. Le processus électoral récent, malgré certaines lacunes, entretient et prolonge la dynamique.

Dans l'effort international sécuritaire en Somalie, la France, bien sûr, rend hommage à l'AMISOM, à ses soldats tombés au combat, et au soutien apporté par les Nations unies. La France rappelle aussi que l'Union européenne a participé à cet effort pour un montant de près de 2 milliards de dollars.

Mais nous le savons aussi, ces progrès importants sont partiels et réversibles. Dans ce contexte, je voudrais insister sur les éléments suivants qui constituent selon nous les priorités de la période qui s'ouvre en Somalie :

1) D'abord sur la situation politique et humanitaire. La France souscrit aux recommandations de la revue stratégique de la présence des Nations unies en Somalie qui, au-delà des orientations pour la MANUSOM, identifie les domaines prioritaires d'action, au nombre de 4 au moins :

- premièrement, la conclusion d'un accord sur le fédéralisme délimitant les compétences respectives entre les autorités fédérales et les entités fédérées dans les domaines aussi bien civils que militaires ;

- deuxièmement, la mise en place de services publics de base sur tout le territoire capables de fournir à la population les prestations et les protections dont elle a besoin ; à cet égard la sécheresse qui frappe actuellement la région et nécessite une action urgente rappelle combien cette mise en place est nécessaire pour répondre aux conséquences humanitaires des crises, quelles qu'elles soient.

- troisièmement, un plus grand effort dans la mise en place d'un État de droit en Somalie et dans le respect des droits de l'Homme. Ces principes doivent d'ailleurs s'appliquer à tous les acteurs en Somalie, notamment dans le domaine de la sécurité, qu'il s'agisse des acteurs nationaux ou des acteurs internationaux - la politique des Nations unies en matière de droits de l'Homme (HRDDP) doit constituer à cet égard notre référentiel commun.

- quatrièmement, une plus grande transparence des finances publiques et de la gestion de l'aide internationale.

2) Ensuite, la deuxième priorité de la période qui s'ouvre concerne l'AMISOM. Dans la logique de priorisation qui est la nôtre pour l'action des Nations unies, après les élections cette année, la sécurité est le grand chantier prioritaire des années à venir.

La France a, à cet égard, trois messages importants :

- S'agissant du financement de l'AMISOM, la France espérait que d'autres contributeurs accepteraient de rejoindre l'effort financier, pris en charge par les Nations Unies, l'Union européenne et les contributeurs bilatéraux. La diversification géographique du financement de l'AMISOM ne s'est malheureusement pas produite mais nous ne devons et ne pourrions pas en rester là ;

- S'agissant du retrait de l'AMISOM, nous comprenons la volonté de certains pays contributeurs de troupes de se retirer, et nous leur rendons une nouvelle fois hommage. Mais il importe que ce retrait ne soit pas uniquement soumis à des impératifs de calendrier national, mais soit aussi lié au développement d'une solution somalienne de sécurité.

- Avant ce retrait, l'AMISOM, qui va poursuivre ses opérations en Somalie, doit encore renforcer son efficacité opérationnelle : ceci nécessite la mise en place des «unités de soutien à la mission» ; l'amélioration des capacités de renseignement ; le renforcement de la chaîne de commandement ; la coordination entre les différents contingents. La France attend que la revue conjointe de l'AMISOM demandée par la résolution 2297 réponde aussi à ces enjeux.

3) Mais l'objectif crucial en matière de sécurité est celui d'un investissement accru des Somaliens eux-mêmes.

C'est, il nous semble, le point clé de la période qui s'ouvre. Environ 10.900 personnels de l'armée somalienne seraient éligibles au soutien logistique fourni par l'UNSO dans le cadre d'opérations conjointes avec l'AMISOM. Il existe, parallèlement, des forces locales dites Darwish, qui assurent également des fonctions de sécurité. Ces forces doivent être davantage impliquées, et le plus rapidement possible, dans le contrôle des territoires libérés.

La revue demandée par la résolution 2297 place le développement d'une solution somalienne au coeur de ses objectifs : un audit général et sérieux des effectifs des forces armées

somaliennes doit être conduit au plus vite ; il devra être suivi par la mise en place d'un système transparent de versement des soldes. L'Union européenne doit continuer à mettre en oeuvre la formation de ces forces par la mission EUTM notamment dans les régions, et nous nous félicitons que l'Union européenne ait été invitée à participer à la mission conjointe.

Pour être atteints ces objectifs doivent être partagés par les autorités somaliennes qui doivent s'engager à les mettre en oeuvre. La notion de «redevabilité mutuelle» doit recevoir davantage de contenu opérationnel, et la France se félicite des derniers développements encourageants dans cette direction.

Enfin, nous saluons en particulier la tenue de la conférence de Londres la semaine dernière, qui a été l'occasion d'entériner ces messages et de rassembler les partenaires internationaux sur cette approche concertée, qu'il faut maintenant mettre en oeuvre sans tarder.

Je vous remercie./.